



Liste CGT – FSU – Solidaires et sympathisant·es

soutenue par *CGT FERC Sup, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNTRS CGT, Sud-Éducation, Sud-Recherche*

(par ordre alphabétique)

Rompre avec la concurrence généralisée, pour une université de service public

À l'occasion des élections aux conseils centraux de l'université, les organisations syndicales *CGT FERC Sup, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNTRS CGT, Sud-Éducation, Sud-Recherche*, et des collègues non-syndiqué·es ont décidé de s'unir pour présenter des listes de candidat·e-s aux trois conseils (CA, CR, CFVU).

Pourquoi des listes communes ? Parce que nous partageons les mêmes valeurs de qualité de vie et de démocratie au travail, de défense et de promotion du service public et d'amélioration des conditions de travail et d'études, de progrès social et de prise en compte des enjeux environnementaux. Cette union s'inscrit dans la dynamique de la lutte que nous avons menée ensemble contre la réforme des retraites en 2023 et qui a reçu un fort soutien des personnels de l'université d'Aix-Marseille.

Personnels de l'Université d'Aix-Marseille, nous avons l'occasion de nous exprimer et de peser sur les orientations de l'université pour les quatre prochaines années.

Le 9 novembre, **votez et faites voter pour une université égalitaire et ouverte à toutes et à tous** dans laquelle le service public prend tout son sens, pour l'amélioration des conditions de travail et d'études, pour des formes de travail collégiales et coopératives.

Pour améliorer les conditions d'emploi, de travail et d'études

Nous agirons notamment pour :

- Endiguer la souffrance au travail et le déficit de recrutement de toutes les catégories de personnel de l'université, la multiplication et les glissements de tâches ;
- Réduire la précarité, la surcharge de travail et le turn-over par le recrutement de personnel statutaire ;
- Combattre la logique inégalitaire et opaque des primes ;
- Contre toute tentative de modulation obligatoire des services d'enseignement à la hausse ou de pression pour assurer des heures complémentaires ;
- Défendre le statut et les missions des chercheurs et des enseignants chercheurs ;
- Obtenir que les obligations de service de tous et toutes les contractuel·les soient établies en référence au service des personnels statutaires, notamment en appliquant l'égalité 1h TP = 1h TD pour les missions d'enseignements ;
- Etablir des modalités transparentes, collégiales et largement diffusées en matière d'évaluation des personnels ;
- Mieux prendre en compte les contraintes liées au travail sur plusieurs sites ("nomadisme") : déplacements, accueil, etc. ;
- Arrêter la sous-traitance, et favoriser l'intégration des personnels concernés au sein de l'établissement par une vaste campagne de titularisation et de recrutement ;
- Requalifier les emplois de vacataires en emplois de contractuels ;

Pour une université émancipatrice et ouverte à toutes et à tous

Dans l'intérêt des étudiant.e.s et pour la promotion de la diversité des disciplines, nous œuvrerons à :

- Défendre toutes les disciplines, indépendamment de toute logique comptable et de toute subordination au monde socio-économique ;
- Combattre la logique nocive des plateformes Parcoursup et Monmaster ;
- Combattre toutes velléités d'augmentation des frais d'inscriptions ;
- Améliorer l'aide à la réussite des étudiant.e.s à travers un réel accompagnement pédagogique et financier ;
- Garantir la liberté des équipes pédagogiques dans le choix des formats pédagogiques de leurs formations ;
- Financer chaque formation à la hauteur de ses besoins, limiter les appels à projets ;
- Veiller à ce qu'aucune forme d'hybridation ne vienne amputer le volume horaire de nos cours en présence ;
- Faire vivre le débat, sous toutes ses formes et sans autorisation préalable (réunions publiques, distribution de tracts, etc.) sur tous les sites de l'université ;
- Faciliter les démarches administratives des étudiant·es internationaux ;

Nous soutiendrons les projets d'amélioration de la vie étudiante : accès au sport, aux soins, accès aux outils numériques et de façon plus large l'inclusion de toutes et tous.

Pour l'autonomie de la recherche

Les acteurs et les actrices de la recherche ont besoin de temps et de sérénité. Pour nous, cela passe notamment par :

- Le refus de la multiplication des appels à projets, notamment au niveau local ;
- La pérennisation de dotations de base qui soient à la hauteur des besoins des laboratoires et des personnels ;
- Le refus des recrutements précaires (CDI de mission scientifique, CDD de projet) et Chaires de Professeur Junior (CPJ, dont la titularisation grève la masse salariale de l'université) ;
- Le recrutement de personnels titulaires dans toutes les catégories et tous les corps de l'enseignement supérieur ;
- Le repyramidage automatique de tous les MCF HDR et la garantie des promotions de carrière pour tous et toutes ;
- Lutter contre la déstructuration de l'ESR (rapport Gillet) ;

Face à l'explosion des déclinaisons locales de type de contrats, nous rappelons notre attachement aux statuts nationaux que sont les contrats doctoraux ou les contrats d'ATER.

Pour démocratiser le fonctionnement de l'université

Dans tous les conseils, nous nous engageons à

- Transmettre les ordres du jour dès que ceux-ci sont connus, d'alerter et de solliciter les avis du plus grand nombre sur les sujets abordés dans ces conseils ;
- Rendre compte des échanges et des décisions prises, dans le respect de l'anonymat quand il s'agit de questions individuelles ;
- Défendre le principe de collégialité, d'inclusion et de concertation. Respecter les avis des conseils consultatifs et des instances représentatives des personnels.

Voter pour nos listes c'est défendre le rôle émancipateur de l'université au sein de la société, c'est lutter **contre toutes les formes de discrimination**, c'est s'engager en faveur de **pratiques durables** en phase avec les enjeux environnementaux.